

La Social-Démocratie de Pologne après un an de l'activité (aperçu)

La Social-Démocratie de Pologne (la SDPL) a été fondée le 26 mars 2004 en tant qu'une sorte d'offre adressée aux électeurs déçus par la manière de gouverner et d'agir de l'Union de la Gauche Démocratique (la SLD). La SLD, après avoir pris le pouvoir en 2001, devait – conformément à son slogan électoral « rétablir la normalité en Pologne ». Or, elle tolérait ou exerçait le népotisme, la corruption et les cliques de parti. C'est pourquoi en 2 ans et demi elle a perdu l'appui de presque 4 millions d'électeurs. Leur appui pour le parti a chuté de 41 à 6 ou 7 %.

Les tentatives de l'assainissement du parti de l'intérieur, venant de ses propres rangs – engagées par une partie de ses militants lors du Congrès en juin 2003 ainsi que pendant la Convention en juin 2004 – ont échoué. Ainsi, ces militants – principalement députés et sénateurs de la SLD – renforcés par quelques parlementaires de l'Union du Travail ainsi que par un groupe d'hommes politiques de gauche extérieurs au Parlement – ont décidé de créer un nouveau parti de gauche.

La Social-Démocratie de Pologne est présidée par Marek Borowski, l'ex-président du Parlement représentant à l'époque la SLD (au moment de son départ de ce parti et de la création d'un nouveau il a démissionné de cette fonction). D'autres leaders sont Jolanta Banach – président du Club Parlementaire de la SDPL (l'ex-ministre du travail), Tomasz Nałęcz – vice-président du Parlement, auparavant militant de l'Union du Travail, Andrzej Celiński, Marek Balicki – ministre de santé (tous les deux étaient militants éminents de la « Solidarité ») ainsi que Izabela Sierakowska.

Dans le parlement actuel nous sommes représentés par 32 députés et 9 sénateurs. Nous n'avons pas formé de coalition gouvernementale avec la SLD mais nous avons conclu avec son premier ministre Marek Belka un contrat *sui generis*. Nous avons promis d'appuyer son gouvernement (vote de confiance, appui pour certaines initiatives législatives) à condition que nos postulats soient réalisés. Ils concernaient la réforme de l'état, élimination du parti de ses structures ainsi qu'une politique socio-économique favorable aux citoyens. Dans la plupart nos postulats ont été bien réalisés par le gouvernement. A l'approche des élections, nous n'avons pas imposé au gouvernement nos candidatures. Notre seul représentant dans le gouvernement est le ministre de santé Marek Balicki.

Nous disposons également de 3 députés européens. La SDPL est représentée dans le Parlement européen par : Genowefa Grabowska, Józef Pinior et Dariusz Rosati. A présent, notre parti compte presque 6 mille membres et 3,5 mille de sympathisants enregistrés. Un tiers de nos membres n'avait adhéré auparavant à aucun parti, 40% a moins de 40 ans. Nous avons déjà nos structures au niveau des poviats et nous pensons en créer dans les voivodies avant mars 2005. Nous partons du principe que chaque membre de notre parti doit être actif non seulement au sein du parti mais aussi dans les organisations non gouvernementales, associations professionnelles et régionales ou bien mener une autre activité sociale dans le lieu de sa résidence. Il doit également satisfaire aux exigences morales et éthiques bien élevées.

Début février nous avons présenté les propositions plus détaillées relatives à l'assainissement de l'état et aux priorités de la SDPL. Notre priorité principale est l'éducation. Nous souhaitons assurer à tous les enfants les chances de départ égales grâce à une réforme de l'enseignement primaire ainsi que des programmes éducatifs (moins de savoir encyclopédique, développement des capacités d'analyse et de recherches de connaissances). Nous croyons que chaque enfant et chaque jeune homme qui veut étudier doit avoir une telle opportunité, c'est pourquoi nous pensons assurer les bourses à tous les étudiants qui en ont besoin. D'une manière générale, il faut que l'école devienne un endroit accueillant pour les jeunes et que les étudiants puissent finir leur carrière scolaire en tant que citoyens conscients de leur rôle dans la société. Ceci doit remédier également à la criminalité parmi les mineurs.

D'autres questions principales sont :

- Lutte ferme contre la corruption (création de l'agence autonome combattant la corruption),
- Elimination du parti des structures d'état (renforcement du service civil, accès aux postes dans l'administration d'état et d'autogestion par voie de concours, standards élevés imposés aux hommes politiques et aux fonctionnaires d'état),
- Amélioration du droit et de sa qualité (création du Conseil Législatif, procédure directe de constitution de la loi par le gouvernement),
- L'assainissement des services de santé (moins d'attente pour consultation, médicaments moins chers, programme de lutte contre les maladies cancéreuses)
- Lutte contre le chômage (impôts plus bas, encouragement de l'esprit d'entreprise et des investissements, lutte contre une concurrence déloyale),
- Droits civils (statut égal des hommes et des femmes, droit à l'avortement, accès à la contraception, protections des salariés contre l'exploitation par les employeurs portant atteinte au Code de travail, lutte contre la discrimination des personnes d'une autre orientation sexuelle).

Dans le domaine de l'économie, nous attachons une grande importance à la création des conditions propices aux investissements et à l'élimination des entraves au développement de l'esprit de l'entreprise – nous soumettons une série de propositions à ce propos.

Quant à la politique extérieure, nous nous prononçons pour une politique d'équilibre dans nos relations entre les partenaires communautaires et les Etats-Unis.

Nous optons pour la ratification rapide de la Constitution Européenne.

**La position de la Première Conférence Locale
de la Social-Démocratie de Pologne (SDPL)
au sujet
de la situation dans la gauche**

Le 26 mars 2004 la Social-Démocratie de Pologne (SDPL) a été fondée. Ainsi, la désintégration de la gauche est devenu un fait. Elle n'est due ni aux animosités interpersonnelles ni aux ambitions personnelles. Ceux qui le prétendent, empêchent d'analyser à fond ses origines de la défaite de la gauche et d'en tirer les conclusions appropriées.

Au lieu de procéder à une telle analyse nous avons affaire aux appels de l'unité, aux listes électorales communes et aux candidats communs. On entend les constatations - habituelles dans ce genre des situations - que la droite va profiter de l'effritement de la gauche. Les attitudes et les convictions pareilles prouvent que leurs auteurs fuient la réalité. Or, pendant de longues années nous étions homogènes et nombreux. Ceci n'a pourtant pas empêché la catastrophe. La droite a bien pris de l'embonpoint non pas après notre dislocation mais bien pendant la période de l'unification apparente où nous commettions des fautes.

La vérité a le goût amer pourtant il faut dire avec force : la gauche a perdu car elle a traité le pouvoir comme objectif et non pas comme un moyen à réaliser son programme. La gauche a perdu car elle a développé plus encore que l'AWS le procédé de l'appropriation de l'état et de l'omniprésence de ses apparatchiks à tout niveau. En pratiquant le népotisme et en tolérant les cliques de copains elle a créé l'ambiance propice à la corruption, aux magouilles des coteries, aux abus de tout genre. La gauche a perdu car tous ces phénomènes étaient tolérés par la plupart de ses politiciens influents, en négligeant les signes avant-coureurs venant de ses propres rangs.

La Social-Démocratie de Pologne est - jusqu'à présent – l'unique parti à avoir fait un telle analyse et à en avoir tiré les conclusions pour elle.

C'est pourquoi dans notre programme nous avons placé en premier lieu la construction d'un état honnête ; pour ce faire, nous proposons de maintes initiatives concrètes. Nous avons imposé les critères sévères envers nous-mêmes. Nous ne visons pas de postes, nous luttons pour nos conceptions.

Malheureusement, de telles réflexions et analyses font toujours défaut au sein de la SLD. Ce parti n'a pas procédé à une évaluation honnête des origines de l'appui social perdu, ses membres tentent toujours de s'approprier de l'état et de s'organiser en cliques. Aux moments décisifs, l'absence et l'insubordination de certains députés de SLD mènent aux défaites qui seraient évitables. Les militants qui avaient toléré dans leur entourage des affaires scandaleuses, qui avaient fait preuve de l'arrogance et de l'incompétence, continuent à porter la tête haut et à distribuer, sans se gêner, les compliments et les réprimandes.

Nous ne voulons faire des remarques à personne mais puisque les appels pour l'unité et les listes électorales communes lancés à notre adresse se multiplient, nous répondons : tant que cet état des choses existe, tant nos alliances et coalitions ne seront pas possibles. Les citoyens qui ont décidé de faire confiance à la gauche encore une fois, de faire confiance à la SDLP, se sentiraient trompés.

En même temps, nous déclarons clairement que notre adversaire principal est la droite, surtout la droite radicale et fondamentaliste et non pas la SLD. Nous savons qu'au sein de la SLD il y a des gens qui raisonnent comme nous – nous ne savons pas seulement s'ils sont capables de réaliser les changements indispensables. C'est bien à eux que nous nous adressons : la rivalité avec la droite peut être gagnée par la gauche honnête, crédible, traitant la politique comme un service public et non pas comme une occasion à tirer les intérêts particularistes et privés.

C'est bien un tel parti que nous tentons de construire. La Pologne a bien besoin d'une telle gauche.

Varsovie, le 10 octobre 2004

DECLARATION DE PROGRAMME

Nous proclamons la création de la Social-Démocratie de Pologne

Au cours de derniers deux ans et demi près de quatre millions d'électeurs ont quitté les rangs de la Social-Démocratie de Pologne. Une manière de dire qu'ils n'aiment pas la façon de gouverner et de fonctionner de l'Union de la Social-Démocratie de Pologne, qu'ils en sont désabusés. Que ce Parti a trompé leurs espérances.

Etaient-elles mal fondées? Le mot d'ordre de l'époque : « Retrouvons la normalité ! » était-il dépourvu du sens ? Les citoyens n'ont-ils plus le droit d'aspirer à un pays sans pathologie, fort, équitable et amical ?

Si, ils en ont bien le droit. Leurs espoirs sont justes.

Jusqu'à présent, ils ne sont pas accomplis.

S'il en est ainsi, c'est parce que l'Union de la Social-Démocratie de Pologne a été construite en tant que parti pour lequel la prise du pouvoir est devenue un objectif et non pas un moyen à réaliser son programme.

Nous avons essayé de le changer. Sans trop de fermeté et de conséquence par moment. Et nous en sommes partiellement responsables. Notre dernière tentative de changement, entreprise récemment au cours de la dernière convention du parti, a été pratiquement bloquée.

L'Union s'est enfermée dans son cocon. Elle a cessé d'être ouverte aux gens, d'être créative, elle est devenue un parti pour lui-même. Ce qui est le plus douloureux c'est le fait que la société associe de plus en plus souvent l'Union aux pratiques malhonnêtes. Bien entendu, cette opinion porte préjudice à la plupart des membres du parti et reste injuste, pourtant, elle doit bien son origine à certains faits. En effet, vu le contexte et l'organisation actuels, il n'est plus possible de retrouver la confiance sociale.

Nous n'avons plus d'illusions.

L'Union risque de voir son appui chuter encore, elle risque même d'être éliminée de la scène politique. La gauche et ses valeurs que 41% d'électeurs ont choisies il y a deux ans et demi doivent-elles disparaître de la vie politique ?

Nous ne pouvons l'admettre.

La Pologne a besoin d'une gauche moderne et libre d'accusations pour les pratiques malhonnêtes. Elle a besoin d'espoir. C'est pourquoi nous proclamons la création de la Social-Démocratie de Pologne.

Nous souhaitons la fonder sur trois piliers

Le premier est un état sain

Un état où l'on distingue bien ce qui appartient à l'état et ce qui est au parti ; où les affaires, corruptions et marchés publics trichés sont une pathologie et non pas son pain quotidien ; où les cartes d'adhésion, connexions et connaissances ne remplacent pas les compétences. Un pays sain aux règles de jeu transparents, doté d'une administration efficace dirigée par les cadres qui ne sont pas les membres du parti.

C'est bien dans un tel état – transparent, sans barrières, ouvert aux citoyens, aux règles de jeu bien claires que la démocratie, la société des citoyens et l'esprit d'entreprise peuvent se développer.

Un tel état barre le passage au populisme et xénophobie, aux inquiétudes sociales.

Il faut bien le construire, en réduisant le nombre des postes occupés par les candidats désignés par le parti et en augmentant les postes obtenus par voie de concours où les jeunes gens de bonne formation, indépendamment de leurs convictions politiques, n'auraient plus d'obstacles à franchir.

Nous voulons briser ces barrières, libérer l'initiative des jeunes pour qui il y a si peu de place dans notre pays en ce moment. Notre groupement veut devenir également le leur – parti du XXI^e siècle, ouvert à la société, rassemblant les membres doués, travailleurs et pleins d'idéaux.

Pour ce faire, nous fondons un parti aux valeurs morales et éthiques élevées dont l'objectif serait un service public et non pas l'appropriation de l'état pour soi et ses collègues.

Notre deuxième pilier est la social-démocratie

Nous sommes bien une social-démocratie. La tradition centenaire de la social-démocratie européenne reste à l'origine de nos obligations ; cette social-démocratie respectait l'argent public sans promettre la lune et, dans la mesure du possible, appuyait ceux qui en avaient bien besoin.

Nous aussi, nous savons bien calculer. Nous savons cependant que malgré la modestie du budget polonais il y a des priorités incontournables.

Nous ne pouvons plus accepter les gens affamés.

Nous ne pouvons plus accepter les gens sans toit.

Nous ne pouvons plus accepter les barrières d'éducation fermant l'accès à l'enseignement et à la carrière aux étudiants doués venant de familles moins aisées.

A notre avis, il est indispensable de trouver de l'argent pour ces priorités. C'est bien notre devoir – les enfants polonais doivent être bien formés afin de faire face aux défis du monde moderne, de l'Europe, du monde entier.

L'un de nos objectifs principaux est la protection des droits du travailleur, surtout son droit à une rémunération équitable et au travail dans les conditions de bonne sécurité ainsi que la lutte contre toute forme d'exploitation. Une répartition équitable du produit national conformément au principe de la solidarité sociale est considérée par nous comme l'un des piliers de l'Etat. Les syndicats professionnels sont nos alliés. L'abolition des barrières au développement de l'esprit d'entreprise constitue un de nos objectifs fondamentaux.

Nous nous rappelons bien d'autres principes inébranlables de la social-démocratie européenne. Un état neutre à l'égard des convictions et points de vue, un statut égal des hommes et des femmes, respect et acceptation des minorités, appui à la culture nationale – qui constituent des fondements des états occidentaux contemporains – ne sont pas toujours respectés en Pologne. Nous, nous resterons conséquents dans notre conduite par rapport à ces questions.

D'autant plus que l'Europe est notre troisième pilier

L'Europe constitue notre grande chance. A présent, faire peur avec l'Europe aux Polonais est devenu à la mode. C'est une tactique suicidaire et nocive à la Pologne. N'ayons pas peur de l'Europe. Pour pouvoir représenter le mieux les intérêts polonais à l'Europe unie il faut participer activement dans sa vie, prendre ses initiatives, soumettre des propositions. Il faut savoir imposer ses points de vue. Et non pas s'enfermer dans ses murs, en répondant toujours « niet »

Telle est notre vision de l'Europe unie. C'est aussi une vision de la Pologne et pour la Pologne qui devrait devenir un des leaders européens et non pas un retardataire toujours mécontent.

Un état efficace, valeurs de social-démocratie, ouverture européenne – ces trois tâches doivent être réalisées si les Polonais aspirent à un avenir meilleur

Or, c'est avec inquiétude nous observons que la politique polonaise s'éloigne bien loin de questions primordiales. Elle passe rapidement dans les mains des populistes et des démagogues.

Ceux-ci viennent de déclarer une guerre successive au sommet du pouvoir. On vient de proposer aux Polonais de choisir entre la Plate-forme des Citoyens et l'Autodéfense. La société polonaise a appris à cette occasion comment ces deux partis se traitent mutuellement – les uns sont des barbares et les autres – des voleurs.

Les Polonais n'ont pas mérité une telle politique ni de tels hommes politiques.

A tous nos compatriotes qui n'acceptent pas de tels comportements nous voulons proposer une autre manière de débattre les questions publiques. Nous sommes persuadés d'avoir l'appui des Polonais et aussi, d'autres partis de gauche et du centre. Y compris celui de SLD.

Dans ce groupement nous avons beaucoup d'amis que nous respectons. Nous ne cachons pas que nous voulons bien compter sur eux. Notre partie constitue une offre à tous ceux qui partagent les valeurs de la social-démocratie.

Nous quittons le SLD sans dot, sans immeubles, sans locaux, sans comptes bancaires. Nous sommes prêts à travailler très dur – pour sauvegarder l'honneur de la social-démocratie, pour que la Pologne et les Polonais gardent une chance social-démocrate. Puisqu'ils ont bien souhaité avoir une telle chance il y a deux ans et demi. Et - en sommes-nous persuadés – ils la désirent toujours.

**La position de la Première Conférence Locale
de la Social-Démocratie de Pologne (SDPL)
au sujet
de la Constitution européenne**

1. Par la volonté des Polonais, exprimée au suffrage démocratique et universel, notre pays est devenu depuis le 1er mai 2004 un membre légitime de l'Union européenne. Ce fait a été contesté par des groupements radicaux considérant l'adhésion de notre pays aux structures européennes comme un début de catastrophe nationale. A présent, même les sceptiques trouvent cette argumentation bien fausse. Nous commençons à profiter des fonds européens, l'exportation augmente ainsi que les revenus de nos agriculteurs qui, selon les eurocritiques, devaient devenir les premières victimes de l'Union.
2. Pourtant, les adversaires de notre participation à l'Union n'ont pas renoncé à leurs critiques mais ils ont changé de tactique. A présent, leur critique vise surtout le Traité constitutionnel constituant le fondement de la coopération européenne. Les hommes politiques de la Ligue des Familles Polonaises, de l'Autodéfense, de la Loi et Justice ainsi que du Parti Populaire Polonais lancent appel à rejeter le Traité et, par la suite, de faire sortir la Pologne de l'UE.
3. Les ennemis de l'Union racontent les mensonges sur la Constitution européenne, de la même façon qu'auparavant ils nous faisaient peur avec des visions apocalyptiques des suites de l'adhésion à l'UE. Nous avons affaire à une présentation mensongère du fait que le gouvernement polonais a sauvegardé les intérêts polonais et a assuré à notre pays une forte position dans les négociations des décisions communautaires. En même temps, la Pologne n'a pas constitué un frein bloquant le fonctionnement efficace de l'Union - ce qui aurait pu repousser notre pays sur la marge de la communauté européenne.
4. La Social-Démocratie de Pologne se prononce clairement pour les principes de coopération des nations européens libres, conclus dans le Traité constitutionnel ainsi que **pour sa signature par le chef du gouvernement polonais le 29 octobre 2005 à Rome**. En même temps nous nous prononçons pour la soumission du Traité à **un référendum national** où tous les citoyens décideraient de notre participation dans la construction de l'Europe commune, solidaire, équitable et sûre.
5. A notre avis, le référendum devrait se dérouler conjointement aux élections présidentielles, de façon à ce que les personnes aspirant à devenir chef de l'état, responsable de la concertation de la politique étrangère, déclarent clairement leur position à l'égard de cette question devenue actuellement de première importance. Une fois le Traité Constitutionnel signé, le Club parlementaire de la Social-Démocratie de Pologne **devrait déposer à la Diète une demande de l'organisation du référendum à ce sujet.**
/.../

Varsovie, le 10 octobre 2004

**La position de la Première Conférence Locale
de la Social-Démocratie de Pologne (la SDPL)
au sujet
de la présence prolongée de l'armée polonaise en Iraq**

1. La Pologne a répondu affirmativement à l'appel lancé par les Etats-Unis de l'aide et de la coopération pour l'élimination du danger constitué par le régime criminel de Saddam Hussein. Pour la première fois sur une aussi grande échelle, les soldats polonais ont pris part à la mission de stabilisation au-delà de nos frontières. Les objectifs initiaux de cette mission étaient d'assurer l'ordre et la sécurité aux Irakiens, de les assister dans la reconstruction de leur pays et de transférer le pouvoir au peuple irakien.
2. Malheureusement, au bout de plus d'un an de séjour de troupes polonaises en Iraq, lesdits objectifs ne sont toujours pas atteints. Les conditions dans lesquelles les soldats du contingent international opèrent sont bien différentes de celles qu'on avait fixées auparavant. La mission de stabilisation, initialement réalisée sans troubles sérieux, a affronté de grandes difficultés et changé de caractère. Elle suscite de nombreuses interrogations sur sa raison d'être, sa durée et les conditions de son achèvement.
3. Nous partageons bien l'opinion que le monde sans Saddam Hussein est devenu meilleur par rapport à l'époque où il avait été au pouvoir. Néanmoins, grâce à l'Iraq d'aujourd'hui le monde n'est pas devenu plus sûr. **Les Irakiens devraient prendre en main leur destin le plus rapidement possible.** Nous estimons que jusqu'à présent les démarches réalisées afin de constituer les autorités irakiennes souveraines et de créer en Iraq les forces d'ordre efficaces avaient été insuffisantes et que de nombreuses erreurs avaient été commises.

Nous pensons que le suffrage universel prévu en Iraq pour le début 2005 devrait avoir lieu à la date fixée en vue de constituer un gouvernement irakien crédible, disposant d'instruments de l'exercice de pouvoir. Un tel déroulement d'événements serait avantageux pour la Pologne et le monde. **C'est pourquoi les soldats polonais devraient participer à réaliser ce scénario en assistant les Irakiens à constituer leurs propres autorités démocratiquement élues.**

4. Vu ce contexte, les participants de la Première Conférence Locale de la Social-Démocratie de Pologne postulent :

Premièrement, vu les menaces grandissantes pour la vie et la santé de nos soldats les participants lancent au gouvernement polonais l'appel pour assurer aux troupes polonaises la meilleure protection possible sous forme de l'équipement moderne y compris de celui dont disposent nos alliés;

Deuxièmement, ils apprennent avec inquiétude des signaux annonçant que les élections irakiennes n'auraient pas lieu à la date prévue. **Les participants de la Conférence trouvent que le gouvernement polonais devrait aviser le gouvernement américain que si le suffrage n'a pas lieu ou bien si les autorités crédibles ne sont pas constituées – la mission militaire polonaise dans ce pays prendra fin. Dans ce cas-là, la Social-Démocratie de Pologne exigerait le retrait immédiat des soldats polonais ;**

Troisièmement, dans l'hypothèse où le gouvernement serait constitué, ils trouvent que le prolongement de la présence et le caractère de la mission des armées d'autres pays, y compris de la Pologne, en Irak, devrait être redéfinis par les Nations Unies et par le nouveau gouvernement irakien et que la décision du gouvernement polonais - être prise après une consultation de la Diète. **A présent, toutes les déclarations faites à ce propos sont prématurées.**

C'est pourquoi les participants de la Conférence lancent un appel **au Président et au gouvernement de la République de Pologne** de prendre sur le forum des Nations Unies, de l'UE et de l'OTAN ainsi que dans le dialogue bilatéral l'initiative en vue d'élaborer une nouvelle formule de l'assistance internationale en vue de la stabilisation et de la reconstruction de l'Irak – pays sûr pour ses voisins et le monde entier.

Quatrièmement – la Pologne – en qualité de membre de l'ONU, de l'UE et de l'OTAN - devrait revenir aux principes proclamés auparavant de l'ordre global basé sur un dialogue multilatéral des parties intéressées avec la participation des organisations internationales. Les actions unilatérales justifiées par « la menace terroriste » ou « les axes du mal » ne donnent pas de chances pour aboutir aux solutions stables, équilibrées et équitables.

Varsovie, le 10 octobre 2004